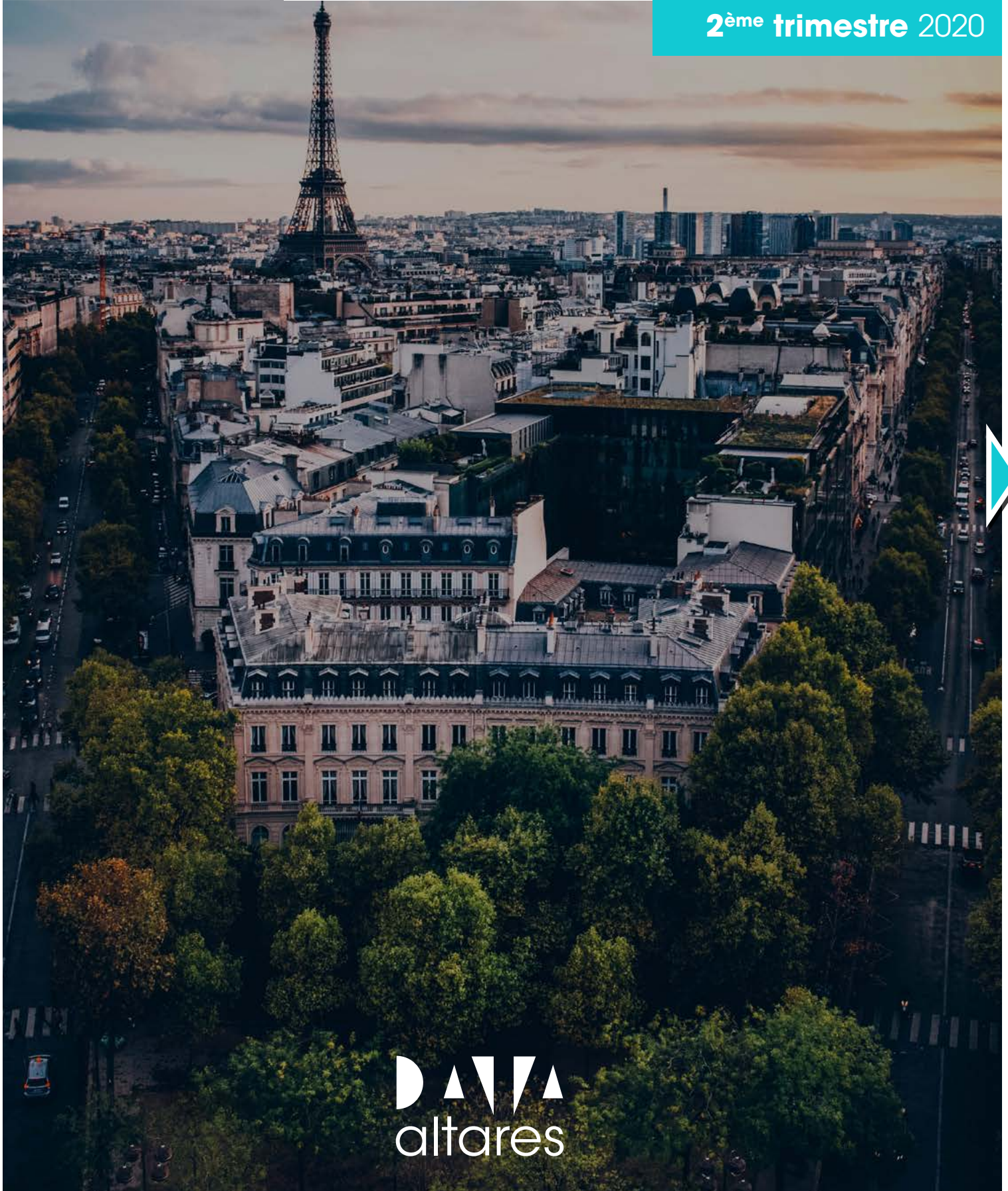




Défaillances et sauvegardes d'entreprises en France

2^{ème} trimestre 2020





SYNTHÈSE



PANORAMA
GÉNÉRAL

Défaillances d'entreprises 2^{ème} trimestre 2020

Moins de 6000 défaillances mais 43 400 emplois menacés
Les entreprises tiennent bon, mais 100 000 sont en tension

L'expert de la donnée d'entreprise Altares dévoile aujourd'hui les chiffres des défaillances d'entreprises en France au 2^e trimestre 2020. Si le niveau global constaté est historiquement bas, la fragilisation des entreprises de plus de 50 salariés provoque une hausse très nette du nombre d'emplois menacés. Altares identifie par ailleurs près de 100 000 entreprises en tension, qui disposent à date de moins de 30 jours de trésorerie.

Paris, le 9 juillet 2020 – La société Altares, experte de l'information sur les entreprises, partenaire exclusif en France de Dun & Bradstreet, 1^{er} réseau international d'informations BtoB, présente son étude sur les défaillances d'entreprises : analyse du 2^e trimestre 2020.

Thierry Millon, directeur des études Altares :
« Le premier semestre 2020 restera dans les annales de l'accompagnement de l'entreprise en difficulté. Moins de 17 000 entreprises ont fait l'objet d'une procédure collective à mi-année. Il faut remonter à plus de trente ans pour trouver un nombre aussi faible. Ces chiffres paraissent pourtant invraisemblables au regard de la force de la crise. En réalité, c'est

l'aménagement des textes réglementaires qui a permis cette étonnante résistance des entreprises. Sans cette adaptation du droit et l'aide des pouvoirs publics, des dizaines de milliers d'entreprises seraient tombées dès ce 2^{ème} trimestre, beaucoup disposant de moins de trente jours de liquidité pour faire face aux dépenses immédiates. »

■ Nombre de défaillances d'entreprises par type de procédure, par trimestre

(Données arrêtées au 1^{er} juillet de chaque année)

	2016 T2	2017 T2	2018 T2	2019 T2	2020 T2	Évolution T2 2020/2019	Moyenne 5 ans
Sauvegardes	328	288	237	209	160	-23,4%	244
Redressements Judiciaires	4 031	3 913	3 739	3 751	1 303	-65,3%	3 347
Liquidations Judiciaires directes	9 667	8 724	8 770	8 387	4 303	-48,7%	7 970
Total défaillances	14026	12925	12746	12347	5766	-53,3%	11 562
Total emplois menacés	47 000	40 500	39 800	41 000	43 400	2 400	42 340
Emplois menacés par entreprise	3,4	3,1	3,1	3,3	7,5	4,2	4,1

Le niveau global de défaillances est historiquement bas mais les entreprises de + de 50 salariés sont nettement fragilisées.

Les mesures de confinement et les ordonnances d'adaptation du droit des entreprises en difficulté ont permis de contenir les niveaux de défaillances sous le seuil des 6000 avec 5766 procédures collectives ouvertes sur le 2^e trimestre 2020 : une baisse globale de 53,3 % comparée à la même période de l'an passé. Un nombre probablement jamais vu depuis le début des années 1980, 10 000 structures ont ainsi échappé à la défaillance en comparaison du 1^{er} semestre 2019. Mais cette tendance globale ne doit pas faire ignorer la situation inquiétante des entreprises de plus de 50 salariés dont le niveau de défaillances croît de 15,7 %.

Dans le détail, le nombre (44) de jugements prononcés sur les PME de 50 à 99 salariés ne baisse pas et celui des sociétés d'au moins 100 salariés augmente de 33 %. 52 sociétés de plus de 100 salariés ont fait l'objet d'une procédure collective ce 2^e trimestre, soit le plus mauvais chiffre depuis la crise de la dette publique en zone euro en 2012 (61 défaillances) et la lente sortie de récession l'année suivante (76 défaillances).

Inversement, les sinistres reculent de 53,8 % chez les entreprises de moins de 50 salariés. Comme les trimestres précédents, les TPE de moins de 10 salariés concentrent plus de neuf défaillances sur dix (92%). Leur nombre (5 282) recule de 55% par rapport au même trimestre 2019. Les PME de 10 à 49 salariés représentent 6,7 % des défaillances et leur nombre (388) décroît de 39%.

(1) Rappel du contexte sur les droits des entreprises en difficultés | L'Ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises, modifiée par l'Ordonnance n°2020-596 du 20 mai 2020, définie que jusqu'au 23 août 2020 inclus « l'état de cessation des paiements est apprécié en considération de la situation du débiteur à la date du 12 mars 2020 ». Cela signifie que la justice considère que si à la date du 12 mars, une entreprise n'était pas en cessation de paiement, elle ne l'est pas jusqu'au 23 août.

43 400 emplois menacés, le ratio emplois menacés/défaillance passe de 3,3 à 7,5

Alors même que le nombre de défaillances a été divisé par deux en comparaison avec le 2^e trimestre 2019, le nombre d'emplois menacés grimpe quant à lui à 43 400, soit 2400 de plus comparé à la même période.

La moitié des sauvegardes et les deux tiers des redressements judiciaires ont concerné des entreprises de moins de 3 salariés. Pour autant, les procédures ouvertes sur des Entreprises de Taille Intermédiaire (ETI) ont fait bondir le compteur des emplois menacés. On pense notamment à des groupes comme La Halle, Camaïeu, Celio, Orchestra-Premaman, NafNaf ou encore Verywear Devianne, pour ne rester que dans le secteur de l'habillement.

Ces sinistres ont porté le ratio moyen d'emplois menacés par défaillance de 3,3 à 7,5 pour ce 2^{ème} trimestre.

Toutes les régions sont au vert

Dans toutes les régions, le nombre des défaillances d'entreprises a été divisé par deux environ. Le recul est plus sensible en Corse (-68,8%) et à l'inverse moins marqué en Bretagne (-44,4%). Le trio de tête des régions qui comptabilisent le plus de sauvegardes est constitué de la Nouvelle-Aquitaine (23), l'Île-de-France (22) et l'Auvergne-Rhône-Alpes (20).

Le secteur de la construction particulièrement résilient

Les défaillances sont en baisse sur l'ensemble des secteurs d'activité. Le recul est très net pour le secteur de la construction avec - 60 % de défaillances pour 1275 jugements. Le secteur des transports a également bien résisté avec une chute des défaillances de 62 %. L'industrie présente une baisse de 49 %, légèrement en-dessous de la tendance globale (53,3%). Le secteur du commerce compte pour sa part 1289 jugements, en retrait de 52 %. Les services aux entreprises voient le nombre de procédures baisser de 51 %. Les services aux particuliers limitent le recul des défauts à 38 %. Les défaillances dans la restauration sont en baisse de 50 %.

100 000 entreprises françaises disposent de moins de 30 jours de liquidité

Alors que les entreprises disposent habituellement en moyenne de 4 à 5 mois de liquidités, Altares a précisément identifié près de 100 000 sociétés qui disposent de moins de 30 jours de trésorerie pour faire face aux dépenses les plus urgentes. Une «réserve» bien fragile au regard du contexte de marché si incertain. C'est le cas particulièrement dans les activités de commerce, café-hôtel-restaurant ou services à la personne.

Thierry Millon précise : « Si la plupart de ces entreprises étaient déjà sous surveillance dès le début de la crise, d'autres - pourtant saines - ont rejoint la longue liste des structures qui peineraient à résister si les aides publiques venaient à manquer. »



Entre risque de faillite et espoir de reprise : l'optimisme lucide prime pour les prochains mois

Thierry Millon conclut : « Qu'elles soient de petite ou de grande taille, toutes les entreprises ont été mises à l'épreuve de la pandémie de Covid-19. Tous les totems, toutes les certitudes sont tombés. En ce début d'été, les scénarii économiques offrent encore un large éventail de possibilités de modalités de reprise. Toutefois, loin des tsunamis rabâchés à l'envi depuis plus de quatre mois, et malgré l'ampleur de la crise, les entreprises ont tenu. Les pouvoirs publics français, mais également leurs homologues européens, ont mis en place des mesures d'accompagnement fortes visant d'une part à protéger les entreprises de la faillite et d'autre part à soutenir leur trésorerie pendant le confinement pour préparer la sortie et le redémarrage...

Mais alors quelles projections pour le second semestre ? Depuis quatre ans, le deuxième semestre comptabilise en moyenne 25 000 défaillances d'entreprises ; ce nombre avait franchi la barre des 30 000 en 2009 et 2013. Il est probable que ce plafond soit largement dépassé. Nombre des 10 000 entreprises préservées artificiellement de la défaillance sur le 1er semestre pourraient venir gonfler les chiffres du second semestre. Cependant, nos entreprises ont su montrer jusque-là qu'elles savaient résister. Ne sous-estimons pas leur capacité à passer le cap et déjouer les pronostics de fin du monde, à la faveur d'une reprise plus dynamique qu'attendue, déjà perçue dans certains secteurs. »

LES OUVERTURES DE SAUVEGARDES, REDRESSEMENTS JUDICIAIRES & LIQUIDATIONS JUDICIAIRES EN FRANCE

SOMMAIRE

PARTIE 1 Statistiques détaillées des défaillances

- 10 | Statistiques des défaillances (ouvertures de procédure) 2^{ème} trimestre sur 5 ans
Histogramme des défaillances sur 5 ans
- 11 | Statistiques des défaillances par tranche d'effectif par nature de procédure
Statistiques des défaillances par tranche d'âge par nature de procédure
Statistiques des défaillances par région par nature de procédure
- 12 | Statistiques des défaillances par activité par nature de procédure
- 14 | Les défaillances d'entreprises de plus de 100 M€ de chiffre d'affaires au cours du 2^{ème} trimestre 2020
- 16 | Les défaillances d'entreprises en région au 2^{ème} trimestre 2020
- 17 | Evolution des défaillances d'entreprises en France sur 10 ans

ANNEXES

- 28 | Méthodologie
- 30 | Secteurs d'activité analysés



PARTIE 1

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES

Statistiques détaillées des défaillances

2^{ÈME} TRIMESTRE 2020

Statistiques des défaillances (ouvertures de procédure) 2^{ème} trimestre sur 5 ans

(Les données 2019 T2 et 2020 T2 non définitives sont arrêtées au 1er juillet de chaque année)

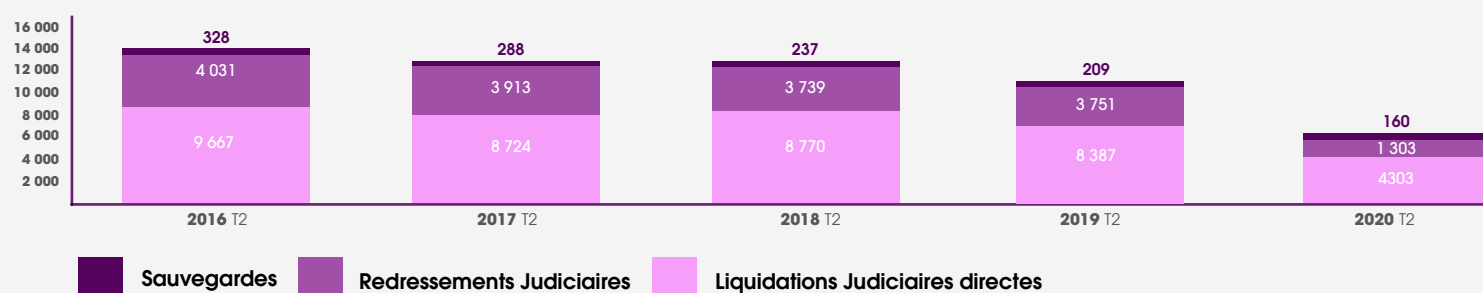
NOMBRE D'OUVERTURES	2016 T2	2017 T2	2018 T2	2019 T2	2020 T2	Évolution T2 2020/2019	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	328	288	237	209	160	-23,4%	244
Redressements Judiciaires	4 031	3 913	3 739	3 751	1 303	-65,3%	3 347
Liquidations Judiciaires directes	9 667	8 724	8 770	8 387	4 303	-48,7%	7 970
TOTAL DEFAILLANCES	14026	12925	12746	12347	5766	-53,3%	11 562

TAUX PAR NATURE DE PROCEDURE	2016 T2	2017 T2	2018 T2	2019 T2	2020 T2	Évolution T2 2020/2019	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	2,3%	2,2%	1,9%	1,7%	2,8%	1,1%	2,1%
Redressements Judiciaires	28,7%	30,3%	29,3%	30,4%	22,6%	-7,8%	29,0%
Liquidations Judiciaires directes	68,9%	67,5%	68,8%	67,9%	74,6%	6,7%	68,9%
TAUX PROCEDURE	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	0,0%	100,0%

NOMBRE D'EMPLOIS MENACES	2016 T2	2017 T2	2018 T2	2019 T2	2020 T2	Évolution T2 2020/2019	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	3 700	2 500	2 800	2 600	5 900	3 300	3 500
Redressements Judiciaires	20 000	18 900	16 300	20 900	27 100	6 200	20 640
Liquidations Judiciaires directes	23 300	19 100	20 700	17 500	10 400	-7 100	18 200
TOTAL EMPLOIS MENACES	47 000	40 500	39 800	41 000	43 400	2 400	42 340

NOMBRE D'EMPLOIS MENACES PAR ENTREPRISE	2016 T2	2017 T2	2018 T2	2019 T2	2020 T2	Évolution T2 2020/2019	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	11,3	8,7	11,8	12,4	36,9	24,4	16,2
Redressements Judiciaires	5,0	4,8	4,4	5,6	20,8	15,2	8,1
Liquidations Judiciaires directes	2,4	2,2	2,4	2,1	2,4	0,3	2,3
ENSEMBLE MENACES	3,4	3,1	3,1	3,3	7,5	4,2	4,1

Histogramme des défaillances sur 5 ans



Statistiques des défaillances par tranche d'effectif par nature de procédure

Tranche de salariés	2019 T2				2020 T2				Evolution 2020 T2 / 2019 T2	Taux de Liquidation Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
Moins de 3 salariés	115	2 558	6 635	9 308	74	847	3 339	4260	-54,2%	78,4%
3 à 5	36	519	991	1 546	20	146	516	682	-55,9%	75,7%
6 à 9	19	292	458	769	19	94	227	340	-55,8%	66,8%
10 à 19	17	189	217	423	18	91	155	264	-37,6%	58,7%
20 à 49	17	128	73	218	11	62	51	124	-43,1%	41,1%
50 à 99	2	33	9	44	6	30	8	44	0,0%	18,2%
100 et plus	3	32	4	39	12	33	7	52	33,3%	13,5%
TOTAL DEFAILLANCES	209	3 751	8 387	12 347	160	1 303	4 303	5766	-53,3%	74,6%

Statistiques des défaillances par tranche d'âge par nature de procédure

Tranche d'âge	2019 T2				2020 T2				Evolution 2020 T2 / 2019 T2	Taux de Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
Moins de 3 ans	18	507	1 431	1 956	24	149	706	879	-55,1%	80,3%
3 à 5 ans	43	1 067	2 545	3 655	29	326	1 217	1572	-57,0%	77,4%
6 à 10 ans	48	855	2 072	2 975	41	329	1 018	1388	-53,3%	73,3%
11 à 15 ans	33	451	1 037	1 521	17	180	553	750	-50,7%	73,7%
16 et plus	67	871	1 302	2 240	49	319	809	1177	-47,5%	68,7%
TOTAL DEFAILLANCES	209	3 751	8 387	12 347	160	1 303	4 303	5766	-53,3%	74,6%

Statistiques des défaillances par région par nature de procédure

Régions	2019 T2				2020 T2				Evolution 2020 T2 / 2019 T2	Taux de Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
AUVERGNE RHONE-ALPES	23	410	1 001	1 434	20	119	480	619	-56,8%	77,5%
BOURGOGNE FRANCHE-COMTE	9	174	299	482	7	59	172	238	-50,6%	72,3%
BRETAGNE	6	160	307	473	9	46	208	263	-44,4%	79,1%
CENTRE VAL DE LOIRE	6	116	236	358	7	38	126	171	-52,2%	73,7%
CORSE		65	47	112	2	10	23	35	-68,8%	65,7%
GRAND EST	17	278	617	912	13	75	330	418	-54,2%	78,9%
HAUTS DE France	12	303	640	955	6	126	358	490	-48,7%	73,1%
ILE DE FRANCE	45	653	2 319	3 017	22	241	982	1245	-58,7%	78,9%
NORMANDIE	10	146	323	479	6	51	205	262	-45,3%	78,2%
NOUVELLE AQUITAINE	25	357	633	1 015	23	129	372	524	-48,4%	71,0%
OCCITANIE	17	298	666	981	10	148	349	507	-48,3%	68,8%
PAYS DE LA LOIRE	9	191	341	541	13	48	168	229	-57,7%	73,4%
PROVENCE ALPES COTE D'AZUR	25	450	727	1 202	16	134	408	558	-53,6%	73,1%
OUTRE-MER, ETRANGER, NON CONNU	5	150	231	386	6	79	122	207	-46,4%	58,9%
TOTAL DEFAILLANCES	209	3 751	8 387	12 347	160	1 303	4 303	5766	-53,3%	74,6%

Statistiques des défaillances par activité par nature de procédure

Activité	2019 T2				2020 T2				Evolution 2020 T2 / 2019 T2	Taux de Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
Agriculture	8	155	154	317	7	53	64	124	-60,9%	51,6%
Chasse, pêche, forêt		19	39	58		5	19	24	-58,6%	79,2%
Culture	4	59	46	109	3	12	22	37	-66,1%	59,5%
Elevage	4	77	69	150	4	36	23	63	-58,0%	36,5%
Construction	37	986	2195	3218	21	302	952	1275	-60,4%	74,7%
Bâtiment										
Gros œuvre	5	319	715	1039	2	100	279	381	-63,3%	73,2%
Second œuvre	11	443	1121	1575	6	120	469	595	-62,2%	78,8%
Travaux Publics		55	77	132		18	48	66	-50,0%	72,7%
Immobilier										
Promotion immobilière	1	18	30	49	1	5	9	15	-69,4%	60,0%
Agences immobilières	1	25	70	96	1	8	47	56	-41,7%	83,9%
Autres activités immobilières	19	126	182	327	11	51	100	162	-50,5%	61,7%
Commerce	45	661	1966	2672	48	235	1006	1289	-51,8%	78,0%
Commerce & réparation véhicules										
Commerce & réparation véhicules	8	110	355	473	3	33	169	205	-56,7%	82,4%
Commerce de détail										
Magasins multi-rayons	4	48	136	188	1	11	49	61	-67,6%	80,3%
Détail alimentaire	3	83	201	287	4	23	106	133	-53,7%	79,7%
Bricolage & équipement du foyer	2	45	162	209	14	21	77	112	-46,4%	68,8%
Sport & loisirs	4	20	71	95	1	10	48	59	-37,9%	81,4%
Commerce d'habillement	7	61	194	262	5	39	110	154	-41,2%	71,4%
Soin de la personne & optique	7	21	62	90	2	10	36	48	-46,7%	75,0%
vente hors magasin		62	175	237		1	17	102	-49,4%	85,0%
Carburants & combustibles		2	14	16		1	2	6	-43,8%	66,7%
Autres commerces de détail	3	50	152	205	4	15	105	124	-39,5%	84,7%
Commerce Interentreprises										
Centrales d'achat		21	78	99		2	9	25	-63,6%	69,4%
Alimentaire	1	26	63	90		5	32	37	-58,9%	86,5%
Textile, habillement	1	15	40	56	2	6	12	20	-64,3%	60,0%
Biens domestiques	1	21	64	86	5	7	32	44	-48,8%	72,7%
Equipements informatiques & électroniques		8	21	29		1	2	9	-58,6%	75,0%
Machines & équipements	2	22	51	75	1	9	31	41	-45,3%	75,6%
Matériaux de construction, sanitaire...	1	22	56	79		5	27	32	-59,5%	84,4%
Autre commerce interentreprises	1	24	71	96	1	11	30	42	-56,3%	71,4%
Industrie	13	280	479	772	19	124	246	389	-49,6%	63,2%
Industrie agroalimentaire										
Industrie alimentaire	3	108	203	314	2	27	86	115	-63,4%	74,8%
<i>Dont Pâtes de boulangerie-pâtisserie et pâtes</i>	2	97	165	264	1	22	73	96	-63,6%	76,0%
Industrie manufacturière										
Textile, habillement, cuir		13	31	44		5	11	27	-2,3%	62,8%
Bois, matériaux de construction		18	22	40		1	14	28	-30,0%	46,4%
Imprimerie	3	25	29	57		10	22	32	-43,9%	68,8%
Métallurgie, mécanique	4	37	46	87		19	23	42	-51,7%	54,8%
Energie, Eau, Environnement		8	21	29		1	6	12	-34,5%	89,5%
Réparation, maintenance		16	45	61		2	7	26	-57,4%	176,9%
Autre industrie manufacturière	3	55	82	140	8	30	46	84	-40,0%	54,8%
Information & communication	13	86	237	336	1	42	119	162	-51,8%	73,5%
Services informatiques & édition de logiciels	3	60	154	217	1	26	77	104	-52,1%	74,0%
Autres activités information & communication	10	26	83	119		16	42	58	-51,3%	72,4%
Transport & logistique	4	164	348	516	3	42	149	194	-62,4%	76,8%
Transport routier de marchandises	1	94	202	297	1	17	90	108	-63,6%	83,3%
Autres activités de transport	1	17	45	63	1	11	17	29	-54,0%	58,6%
Transport routier de voyageurs	2	53	101	156	1	14	42	57	-63,5%	73,7%

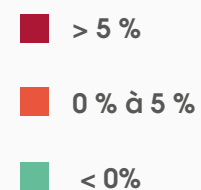
Statistiques des défaillances par activité par nature de procédure (suite)

Activités	2019 T2				2020 T2				Evolution 2020 T2 / 2019 T2	Taux de Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
Activités d'assurance et financières	6	26	62	94	6	16	32	54	-42,6%	59,3%
Activités financières	6	18	46	70	6	10	24	40	-42,9%	60,0%
Activités d'assurance		8	16	24		6	8	14	-41,7%	57,1%
Services aux entreprises	38	445	1123	1606	28	182	577	787	-51,0%	73,3%
Activités scientifiques et techniques										
Autres services spécialisés	7	68	191	266	6	31	101	138	-48,1%	73,2%
Conseil en communication et gestion	4	63	190	257	1	24	109	134	-47,9%	81,3%
Services d'architecture et d'ingénierie	3	68	139	210	1	20	73	94	-55,2%	77,7%
Services administratifs aux entreprises	20	72	112	204	15	43	77	135	-33,8%	57,0%
Activités de holding ou des sièges sociaux										
Autres services administratifs aux entreprises	3	83	279	365	5	31	127	163	-55,3%	77,9%
Sécurité	1	34	85	120		17	43	60	-50,0%	71,7%
Nettoyage de bâtiments		57	127	184		16	47	63	-65,8%	74,6%
Services aux particuliers	5	136	337	478	4	38	255	297	-37,9%	85,9%
Activités de réparation	1	9	50	60		6	19	25	-58,3%	76,0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	3	97	232	332		24	189	213	-35,8%	88,7%
Autres services à la personne	1	30	55	86	4	8	47	59	-31,4%	79,7%
Hébergement, restauration, débits de boisson	27	534	1057	1618	16	171	638	825	-49,0%	77,3%
Hébergement	5	37	52	94	3	11	42	56	-40,4%	75,0%
Restauration	21	423	823	1267	13	132	489	634	-50,0%	77,1%
<i>Dont Restauration traditionnelle</i>	15	258	460	733	9	75	282	366	-50,1%	77,0%
<i>Dont Restauration rapide</i>	5	148	335	488	3	53	180	236	-51,6%	76,3%
Débits de boissons	1	74	182	257		28	107	135	-47,5%	79,3%
Autres activités	13	278	429	720	7	98	265	370	-48,6%	71,6%
Santé humaine & action sociale	3	102	89	194	1	43	44	88	-54,6%	50,0%
Activités récréatives	5	81	135	221	2	20	84	106	-52,0%	79,2%
Enseignement	3	74	144	221	4	24	106	134	-39,4%	79,1%
Autres activités	2	21	61	84		11	31	42	-50,0%	73,8%
TOTAL DEFAILLANCES	209	3 751	8 387	12 347	160	1 303	4 303	5 766	-53,3%	74,6%

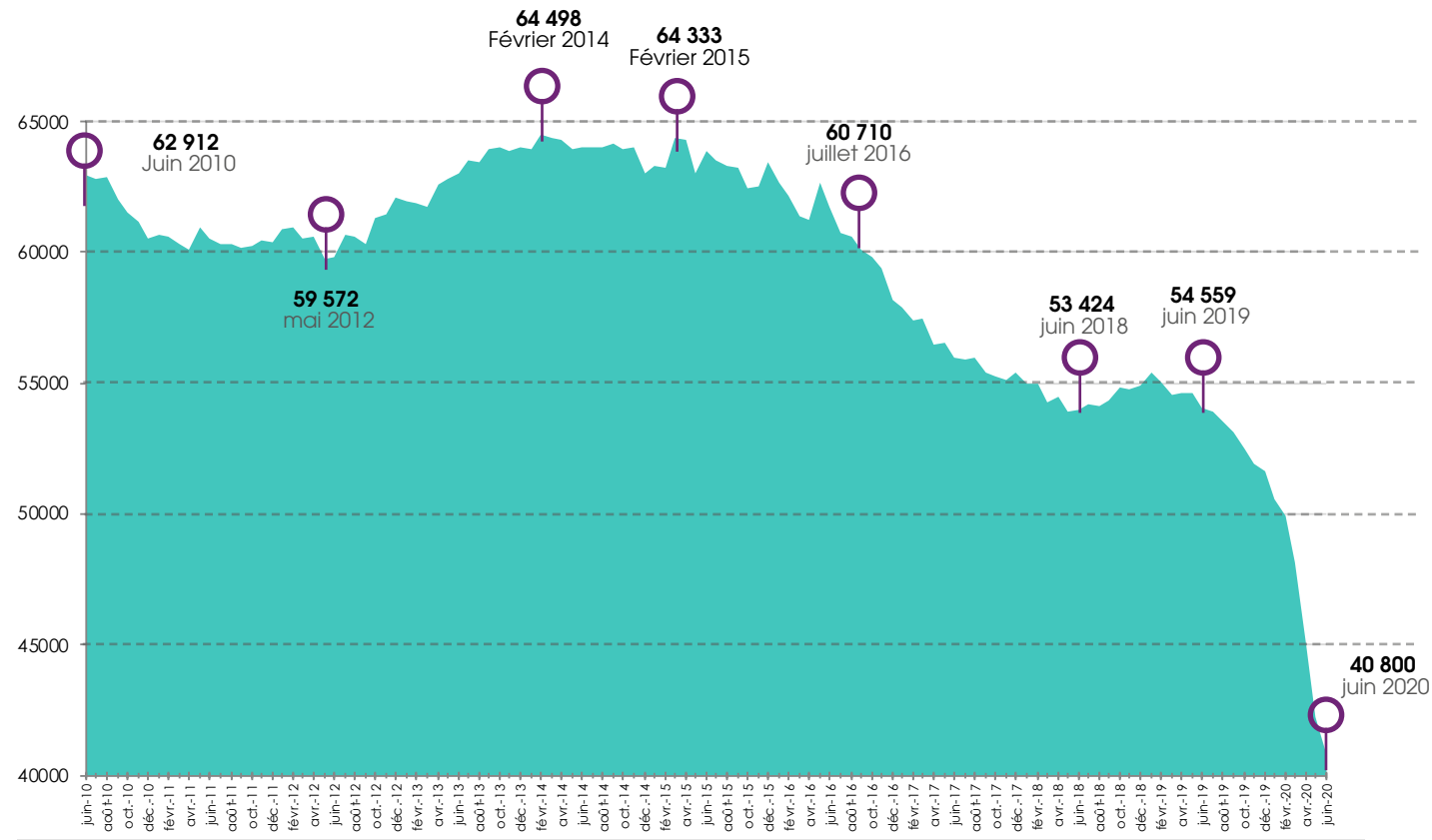
■ **Les défaillances d'entreprises du 2ème trimestre 2020 de plus de 100 M d'euros de Chiffre d'Affaires (données non consolidées, dernier bilan disponible) ou plus de 300 salariés**

RAISON SOCIALE	ACTIVITE	NAF	DPT	EFFECTIF	CA (M€)	ANNEE CA	PROCEDURE	MOIS PROCEDURE
LA HALLE	Commerce de vêtements chaussures accessoires	4771Z	75	5391	847,0	2019	Redressement Judiciaire Sauvegarde	Juin / Avril
CAMAIEU INTERNATIONAL	Commerce de vêtements	4771Z	59	3433	750,0	2019	Redressement Judiciaire	Mai
CELIO France	Commerce de vêtements	4771Z	93	2740	465,0	2019	Procédure de Sauvegarde	Juin
ALINEA	Commerce de meubles	4759A	13	2000	257,0	2019	Redressement Judiciaire	Mai
ORCHESTRA-PREMAMAN	Commerce de vêtements pour enfants et de produits pour la maternité,	4771Z	34	1659	486,0	2018	Conversion en redressement judiciaire de la procédure de sauvegarde	Avril
NAF NAF	Commerce de vêtements	4771Z	92	1170	161,0	2019	Redressement Judiciaire	Mai
INTEVA PRODUCTS FRANCE SAS	Fabrication d'équipements électriques et électroniques automobiles	2931Z	45	845	181,0	2018	Redressement Judiciaire	Juin
SEDEV VERYWEAR DEVIANNE	Commerce de vêtements	4771Z	59	683	107,0	2019	Redressement Judiciaire	Juin
ARCADIE SUD OUEST	Transformation et conservation de la viande de boucherie	1011Z	12	594	238,0	2018	Redressement Judiciaire	Juin
GPDIS FRANCE (MDA)	Commerce interentreprises d'appareils électroménager	4643Z	31	589	379,0	2018	Procédure de Sauvegarde	Avril
SOCIETE D'AGENCES ET DE DIFFUSION - SAD (PRESSTALIS)	Distribution de journaux et magazines	8219Z	75	512	101,0	2018	Liquidation judiciaire	Mai
FRANK & PIGNARD TECHNOLOGY	Décolletage	2562A	74	423	46,0	2018	Redressement Judiciaire	Juin
5ASEC R I F	Blanchisserie-teinturerie de détail	9601B	75	406	25,0	2018	Redressement Judiciaire	Avril
PRESSTALIS	Groupage et distribution de magazines et quotidiens	5320Z	75	402	146,0	2018	Redressement Judiciaire	Mai
AUBE BEDDING	Fabrication de matelas	3103Z	75	370	73,0	2018	Procédure de Sauvegarde	Juin
CANAVESE	Commerce interentreprises de fruits et légumes	4631Z	13	287	130,0	2017	Redressement Judiciaire	Avril

■ **Les Défaillances d'entreprises en région au 2ème trimestre 2020**



■ **Evolution des défaillances d'entreprises en France sur 10 ans**
(Données 12 mois glissants - juin 2010 à juin 2020)



PARTIE 2

ANNEXES

Retrouvez nous sur les réseaux sociaux



Êtes-vous certain que vos partenaires commerciaux
ont les moyens de vous payer ?

intuiz+
by altares

Avec intuiz+, vérifiez la solvabilité de vos clients, prospects ou fournisseurs
et protégez votre entreprise des risques de factures impayées.

Prenez vos décisions en toute confiance
et développez votre activité sereinement.

altares

dun & bradstreet
WORLDWIDE NETWORK

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

■ Définition de la défaillance :

La défaillance d'entreprise correspond à l'ouverture d'une procédure de sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire directe auprès d'un Tribunal Judiciaire (Ex Tribunal de Grande Instance ou Tribunal d'Instance). Cela ne recouvre donc ni les procédures amiables (mandat ad'hoc ou conciliation) ni les suites d'ouverture (arrêt de plan ou conversion en liquidation). Chaque année, en moyenne, les 2/3 des Redressements Judiciaires ouverts sont convertis en Liquidations Judiciaires.

Le jugement prononçant le redressement judiciaire ouvre une période d'observation devant permettre à l'administrateur de dresser le bilan économique et d'élaborer un plan de redressement. La durée de la période d'observation est de 6 mois renouvelable 1 fois, avec une prolongation exceptionnelle de 6 mois à la demande du Ministère public (Procureur de la République), soit au total 18 mois.

Ainsi, Altares observe qu'en moyenne 60% des conversions en liquidation judiciaire sont prononcées l'année de l'ouverture du redressement judiciaire et 40 % le sont en année N+1 voire N+2.

A retenir : une défaillance = une ouverture.

■ Statistiques de défaillances :

Les statistiques Altares de défaillances d'entreprises comptabilisent l'ensemble des entités légales **disposant d'un numéro siren** (entreprises individuelles, professions libérales, sociétés, associations) et ayant fait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédure prononcé par un Tribunal de Commerce ou de Grande Instance. L'existence de ce numéro référentiel est indispensable pour savoir précisément de quelle entreprise il s'agit et pouvoir valider son parcours judiciaire. Sans ce numéro, les identifications seraient approximatives et il serait difficile de s'assurer qu'il s'agit bien d'une ouverture de liquidation plutôt qu'une conversion en liquidation au risque donc de comptabiliser deux fois un même jugement.

Altaires collecte ainsi près de 4 000 annonces non sirénées par an. Un traitement spécifique manuel d'identification du siren est réalisé, permettant d'affecter un numéro de siren sur plus de la moitié des annonces. Les autres sont chargés dans la base de données Altaires mais ne sont pas retenues dans les statistiques de défaillances.

A retenir : une défaillance = un Siren.

■ Les sources des procédures collectées par Altaires :

Altaires collecte l'ensemble des jugements auprès des greffes des Tribunaux de Commerce de métropole et d'outre-mer. Altaires est également licencié officiel du B.O.D.A.C.C. (Bulletin Officiel d'Annonces Civiles et Commerciales) depuis 1987.

A retenir : l'exhaustivité des ouvertures de procédure (et leurs suites) est enregistré.

■ Données en date de jugement :

La date de défaillance retenue par Altaires est celle de l'ouverture de la procédure, c'est-à-dire la date du jugement et non pas la date à laquelle ce jugement a été publié dans un journal d'annonces légales ou au B.O.D.A.C.C. Les statistiques diffusées par Altaires sont issues de sa propre base de données et comptabilisent les jugements dès leur enregistrement, le plus souvent quelques semaines avant leur publication au B.O.D.A.C.C.

A retenir : la défaillance est comptabilisée en date de jugement et non date de publication

■ Nomenclature d'activités :

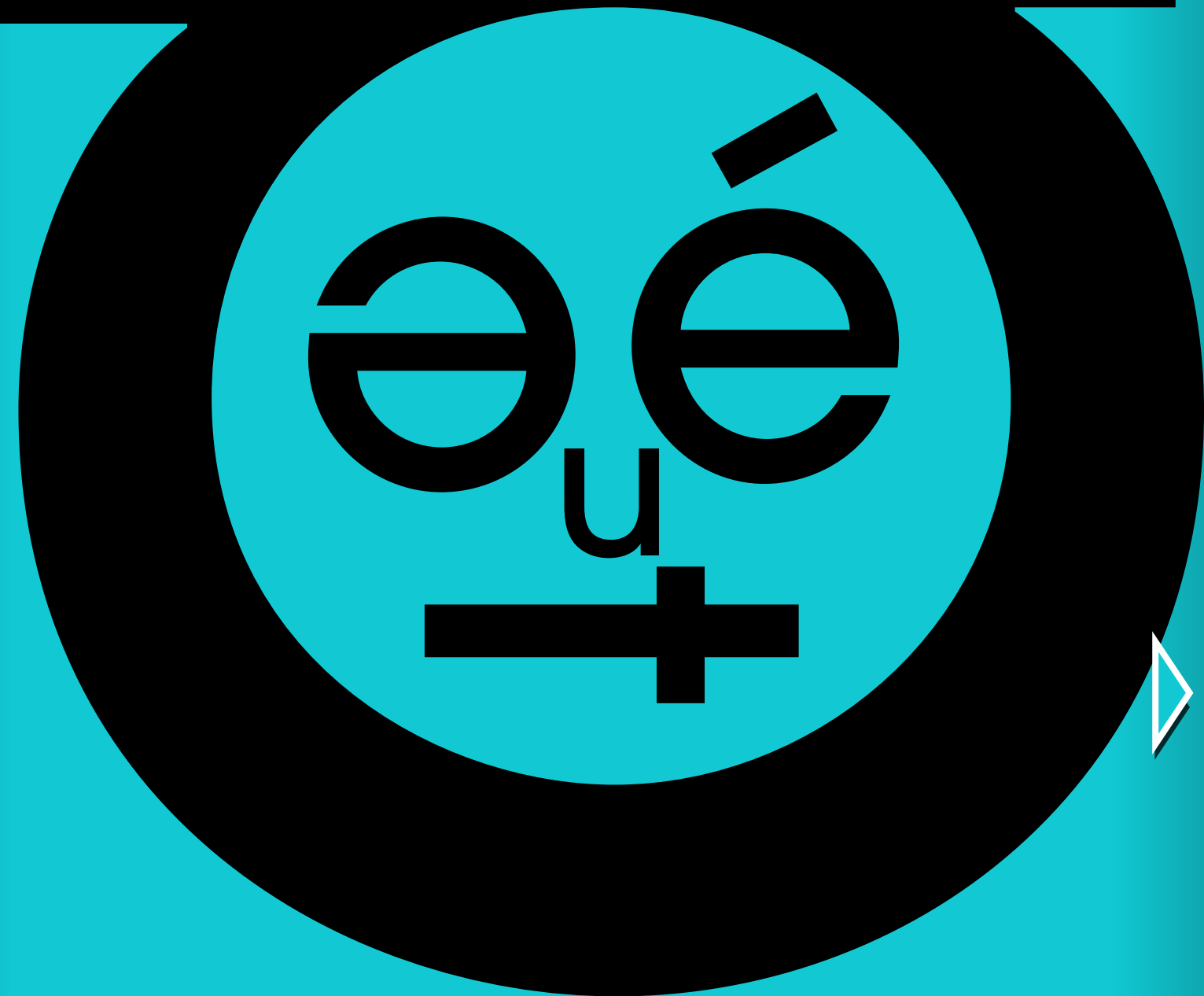
Les statistiques de défaillances par activité s'appuient sur la nomenclature des activités françaises NAF révisée au 1er janvier 2008. *(Voir en annexe la distribution des secteurs d'activités et les codes NAF qui leur sont associés dans les études trimestrielles Altaires de défaillances d'entreprises)*

A retenir : les activités sont définies par le code NAF.

■ Données sur l'emploi ou le chiffre d'affaires :

Les statistiques relatives à l'emploi ou au chiffre d'affaires sont issues de données retraitées par Altaires à partir des documents comptables publiés par les entreprises, de sources publiques telles que l'INSEE ou de sources privées.

A retenir : des sources privées Altaires peuvent pallier l'absence de documents comptables.



Cette étude vous a plu ?

Inscrivez-vous à notre newsletter pour
recevoir nos prochaines études

S'INSCRIRE

SECTEURS D'ACTIVITÉ ANALYSÉS

Secteurs d'activité analysés et codes NAF associés

Secteurs Activités	Codes NAF associés
AGRICULTURE	
Chasse, pêche, forêt	017 à 03
Culture	011 à 0113 ET 016 sauf 0163Z
Elevage	014 à 015 et 0163Z
CONSTRUCTION	
Bâtiment	412 à 43
Immobilier	411 et 68
COMMERCE	
Commerce & réparation de véhicules	45
Commerce de détail	47
Commerce de gros	46
INDUSTRIE	
Industrie agroalimentaire	10 à 12
Industrie hors agroalimentaire	05 à 09 et 13 à 39
INFORMATION & COMMUNICATION	
Services informatiques & édition de logiciels	5821 à 5829
Autres activités information & communication (Edition, production, télécommunications, diffusion de programme, information)	5811 à 5819 ET 59 à 61 ET 62 à 6312 et 6391 ET 6399
TRANSPORT & LOGISTIQUE	
Transport routier de marchandises	4941 à 4950
Autres activités de transport	4910 à 4939 et 50 à 53
ACTIVITES FINANCIERES & D'ASSURANCE	
Activités financières et d'assurance	64 à 66 hors 6420Z
SERVICES AUX ENTREPRISES	
Activités scientifiques et techniques	69 à 75 et 9601A
Services administratifs aux entreprises	77 à 82 et 6420Z
SERVICES AUX PARTICULIERS	
Activités de réparation	95
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	9602 ET 9604
Autres services à la personne	9601B ET 9603Z et 9609 à 98
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DEBITS DE BOISSON	
Hébergement	55
Restauration	56 sauf 5630
Débites de boissons	5630
AUTRES ACTIVITES	
Santé humaine & action sociale	86 à 88
Activités récréatives	90 à 93
Enseignement	85
Autres activités	94 et 99

L'ANALYSE
TRIMESTRIELLE

A PROPOS D'ALTARES

www.altares.com

Expert de l'information sur les entreprises, Altares collecte, structure, analyse et enrichit les données BtoB afin de les rendre « intelligentes » et faciliter la prise de décision pour les directions générales et opérationnelles des entreprises. Le groupe propose son expertise sur toute la chaîne de valeur de la data.

Partenaire exclusif en France, au Benelux et au Maghreb de Dun & Bradstreet, 1er réseau international d'informations BtoB, Altares se positionne comme le partenaire de référence des grands comptes, ETI, PME et organisations publiques, en leur offrant un accès privilégié à ses bases de données sur **plus de 364 millions d'entreprises dans 220 pays**.

Altares propose depuis début 2005 deux cycles d'analyses trimestrielles liés aux échanges économiques :

- les défaillances d'entreprises en France, complétées par les sauvegardes depuis l'entrée en vigueur de la loi au 1er janvier 2006
- les retards de paiement en Europe

Pour chacun de ces thèmes, Altares publie chaque trimestre une synthèse et une analyse des évolutions de tendance.

RELATIONS PRESSE

Urielle Dutartre
urielle.dutartre@coriolink.com
Tél : 06 62 82 71 62

Candice Plekacz
candice.plekacz@coriolink.com
06 71 38 53 15

ALTARES

52/58 avenue Jean Jaurès
92700 Colombes
contact@altares.com
Tél : 01 41 37 50 00

DIRECTEUR DES ÉTUDES

Thierry Millon
Thierry.Millon@altares.com
Tel : 04 72 65 15 51

www.altares.com

